

Canadiens non moins admirables et convaincus. On a répété plus d'une fois aujourd'hui qu'il ne s'agissait certes pas ici de formalisme pointilleux ou de légalisme étroit. S'il y eut jamais question digne de retenir l'attention des hommes prudents et les inciter à prendre leurs décisions à la lumière de considérations humanitaires, c'est bien celle-là. Abraham Lincoln a dit qu'il était de ceux qui considéraient l'humanité avec le regard pensif de la compassion. Nous n'avons certes pas à nous excuser de nous laisser aller à notre émotion et à la profonde inquiétude qui suscite en nous cette terrible tragédie.

Je ne veux pas revenir sur les discussions et les accords violés ou sur les déclarations confuses et les obscurcissements diplomatiques si clairement et pertinemment décrits par mon collègue le député d'Egmont (M. MacDonald) et par le député d'York-Sud (M. Lewis). Il s'agit d'une guerre sinistre qui a apporté l'agonie, la destruction et la mort à trop de gens et trop longtemps. Il y a bien, bien des mois—cela me paraît des siècles—que j'ai, pour la première fois, attiré l'attention de la Chambre sur cette question en m'adressant au premier ministre d'alors, le très honorable M. Pearson. J'en parle simplement pour la forme et non point, à Dieu ne plaise, pour protester de la droiture de mes intentions.

• (9.40 p.m.)

Je suis profondément peiné en songeant à tout ce que le gouvernement a négligé de faire. Récemment, j'ai été préoccupé et choqué des durs propos tenus par le premier ministre au sujet du colonel Ojukwu et de sa lutte. Je pense que nous avons manqué tant d'occasions. Nous les avons manquées au sein du Commonwealth. Nous n'avons rien fait quand nous siégeons au Conseil de sécurité. Il y a eu des possibilités aux termes des règlements d'inscrire cette question à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Cela n'a jamais été fait. Nous aurions certainement pu trouver quelques moyens afin que quelques Canadiens intéressés puissent offrir leurs bons offices aux deux adversaires. J'ai même pensé à un moment que peut-être l'Association parlementaire du Commonwealth aurait pu agir avec efficacité dans ce domaine. Tant de choses auraient pu être faites. Mais aujourd'hui, nous faisons le décompte des occasions manquées et des mesures qui n'ont pas été prises. La proposition de ce débat est utile et pertinente. M'est-il permis aussi de dire qu'elle est miséricordieuse.

La suggestion qu'une aide réelle soit accordée à Canairielief peut et doit aboutir, je le souhaite de tout mon cœur. Je me réjouis que le débat se soit en général déroulé dignement,

[M. Macquarrie.]

mais je ne puis m'empêcher d'observer que le député de Burnaby-Seymour, qui revient du conclave international de l'Assemblée générale, ne semble pas encore avoir rejeté tout à fait la dépouille du sectarisme politique. Sa tentative de river son clou au NDP en clamant très haut que le parti travailliste est au pouvoir en Grande-Bretagne n'était pas tellement à propos. Importe-t-il que ce parti ait été ou soit encore socialiste et que le NDP est ou fut socialiste? Est-ce la peine de le mentionner?

N'est-il pas logique que les gouvernements s'entretiennent de politique étrangère avec le gouvernement des autres pays? Le premier ministre du Canada ne communique-t-il pas avec le premier ministre du Royaume-Uni? Est-ce que la communication est coupée entre Westminster et Ottawa? Le premier ministre du Canada a déjà donné le ton au sein du Commonwealth. Il n'incombe pas au NDP d'avoir des pourparlers avec le gouvernement travailliste. Le premier ministre du Canada peut, certes, conférer avec son homologue d'outre-mer.

J'ai bien peur que le rôle du Royaume-Uni dans cette tragédie n'a pas été glorieux. Avec l'URSS et la République arabe unie, le Royaume-Uni est un gros fournisseur d'armes meurtrières. C'est avec regret que j'ai appris son intention d'augmenter sa contribution dans ce domaine. A une rencontre internationale récente, j'ai entendu un ministre du gouvernement britannique dire:

... J'invite tous mes amis du Commonwealth à réfléchir sur un principe essentiel de conduite internationale auquel doit s'en tenir le Royaume-Uni dans ses relations avec le Nigéria: lorsqu'une nation indépendante et souveraine, membre libre et indépendant du Commonwealth, juge que son intégrité territoriale est en danger, elle a le droit de se tourner vers des pays amis, particulièrement ceux du Commonwealth, afin d'obtenir ce qu'elle considère nécessaire au maintien de son intégrité et de son indépendance.

L'insinuation est choquante. Quand j'ai eu la parole, j'ai pris la liberté de dire que je croyais choquante l'idée que des relations amicales avec une nation, donnent à un pays le droit de lui demander des armes pour supprimer des gens à l'intérieur des frontières de ce pays. On aurait beaucoup à dire du lamentable prélude à la triste situation actuelle. Je ne connais pas toutes les données qui concernent le pétrole. Je ne compte pas parmi les facteurs économiques, mais je m'inquiète de ce que je lis et de ce que j'entends. Je sais que l'ancienne puissance coloniale a laissé un héritage amer. J'ai été frappé par un débat récent à la Chambre des lords. L'archevêque de Cantorbéry y a soutenu que réussir une fédération au Nigéria serait accomplir un miracle sur le plan politique. Il n'appartient